

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2018

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2018**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 15 décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre des postes offerts pour le recrutement par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de recrutement des agents de la direction des transports et du logement

Journal officiel
de l'Union européenne

Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

• Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 2658/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Jurisprudence

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 17

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

Sécurité sociale

Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Parlement. Journal officiel du 23 décembre 2018, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 69 p.).

Réparation

Décret n° 2018-199 du 23 mars 2018 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions de recours amiable.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 25 mars 2018, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIR-14/2018 du 12 juillet 2018 portant actualisation des modalités d'instruction de la reconnaissance des accidents du travail.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/ameli/cons/CIRCC/2018/CI-R-14-2018.PDF - 18 p.).

Tarification

Arrêté du 26 décembre 2018 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2019.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2018, texte n° 51 (www.legifrance.gouv.fr – 21 p.).

Arrêté du 21 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 15 février 2017 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 décembre 2018, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 13 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2019 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 décembre 2018, texte n° 42 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 26 décembre 2018 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2019.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2018, texte n° 53 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 21 décembre 2018 portant fixation en métropole au titre de l'année 2019 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 27 décembre 2018, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 26 décembre 2018 fixant le montant des majorations visées à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2019.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2018, texte n° 50 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 26 décembre 2018 fixant les soldes pour l'exercice 2017 et les acomptes pour l'exercice 2018 au titre de la compensation en matière d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles entre le régime général et le régime des salariés agricoles.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2018, texte n° 54 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 11 décembre 2018 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2019.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 15 décembre 2018, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-12/2018 du 3 mai 2018 relative à l'avenant 2 à la Convention Nationale d'Objectifs spécifique aux activités de restauration traditionnelle et d'hôtellerie et création de la CNO H007 pour le CTN H.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-13/2018 du 30 mai 2018 fixant un programme d'actions de prévention spécifique aux activités des artistes et autres services annexes des spectacles.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-15/2018 du 25 juillet 2018 relative à la diffusion de l'avenant n° 1 à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de biens et composants d'équipements et de mécanique industrielle.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-16/2018 du 26 juillet 2018 relative à la diffusion de l'avenant n° 1 à la convention nationale d'objectifs D042 spécifique aux activités de commerce de gros de boissons.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-23/2018 du 26 décembre 2018 portant relèvement au 1^{er} janvier 2019 du plafond des salaires soumis à cotisations.

Caisse nationale d'assurance maladie (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM> - 5 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2018-598 du 11 juillet 2018 relatif à la détermination de la date assimilée à la date de l'accident pour l'indemnisation des maladies professionnelles des personnes non salariées agricoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 12 juillet 2018, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 7 mai 2018 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 17 mai 2018, texte n° 39, (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 20 décembre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 17 janvier 2018, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Apprentis

Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2018, texte n° 69 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Chantier forestiers et sylvicoles

Instruction technique SG/SAFL/SDTPS/2018-79, 26 janvier 2018 relative aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du ministère de l'agriculture du 8 février 2018, (https://info.agriculture.gouv.fr - 65 p.).

Compte professionnel de prévention (Pénibilité)

Décret n° 2018-1256 du 27 décembre 2018 relatif à l'utilisation en droits à formation professionnelle des points acquis au titre du compte professionnel de prévention et au droit à formation professionnelle de certaines victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2018, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 12 avril 2018 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union des fédérations et syndicats nationaux d'employeurs du secteur sanitaire, social, médico-social privé à but non lucratif (UNIFED) et l'organisation professionnelle des employeurs associatifs du secteur social, médico-social et sanitaire (NEXEM) dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 avril 2018, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 18 juillet 2018 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD) et la Fédération nationale indépendante des syndicats des prothésistes, assistants et assistantes dentaires (FNISPAD) dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 juillet 2018, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 18 juillet 2018 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Confédération nationale des charcutiers traiteurs (CNCT) dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 juillet 2018, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Jeunes travailleurs

Décret n° 2018-1139 du 13 décembre 2018 définissant les secteurs d'activité pour lesquels les durées maximales du travail des jeunes travailleurs peuvent être aménagées lorsque l'organisation collective du travail le justifie.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 décembre 2018, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Marins

Décret n° 2018-1025 du 22 novembre 2018 modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 novembre 2018, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Mines et carrières

Décret n° 2018-1022 du 22 novembre 2018 fixant certains compléments et adaptations du Code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière d'utilisation et de règles de circulation d'équipements de travail mobiles et abrogeant le titre «véhicules sur piste» du règlement général des industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 novembre 2018, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 22 novembre 2018 abrogeant certaines dispositions relatives aux véhicules sur piste dans les industries extractives.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 novembre 2018, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Sportifs professionnels

Arrêté du 8 janvier 2018 relatif aux modalités de la surveillance médicale des sportifs professionnels salariés.

Ministère chargé des Sports. Journal officiel du 18 janvier 2018, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Travailleurs détachés

Décret n° 2018-82 du 9 février 2018 portant abrogation des dispositions du Code du travail relatives à la contribution destinée à compenser les coûts de mise en place du système dématérialisé de déclaration et de contrôle des détachements de travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 février 2018, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Directive (UE) 2018/957 du parlement européen et du conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 173 du 9 juillet 2018, pp 16-24.

Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Parlement. Journal officiel du 6 septembre 2018, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 79 p.).

Organisation Santé au travail

CARSAT

Circulaire CNAM/DRP n° CIR-17/2018 du 9 août 2018 relative à l'agrément des ingénieurs conseil et des contrôleurs de sécurité des services prévention des caisses régionales et générales.

Caisse nationale de l'Assurance maladie, <http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-amei/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 10 p.

CHSCT / CSE

Loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Parlement, Journal officiel du 31 mars 2018, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr - 13 p.).

Décret n° 2018-920 du 26 octobre 2018 relatif au comité social et économique et au financement mutualisé des organisations professionnelles d'employeurs et des organisations syndicales de salariés.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 28 octobre 2018, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2018-921 du 26 octobre 2018 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au comité social et économique.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 28 octobre 2018, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Experts agréés

Arrêté du 21 décembre 2017 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peuvent faire appel.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 6 janvier 2018, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 27 mars 2018 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2017 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peut faire appel.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 8 avril 2018, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 22 juin 2018 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peuvent faire appel.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 30 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 2 août 2018 modifiant l'arrêté du 22 juin 2018 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peut faire appel.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 8 septembre 2018, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 20 décembre 2018 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou le comité social et économique peuvent faire appel.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 26 décembre 2018, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Formation

Arrêté du 9 janvier 2018 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 16 janvier 2018, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉS

Arrêté du 4 mai 2018 portant abrogation de l'habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines et actualisant la liste des organismes habilités.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 mai 2018, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 20 décembre 2018 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 décembre 2018, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 20 décembre 2018 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 décembre 2018, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Arrêté du 25 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2017 fixant la liste des personnes pouvant bénéficier de l'injection du vaccin antigrippal saisonnier pratiquée par un infirmier ou une infirmière.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 septembre 2018, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Harcèlement

Loi n° 2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Parlement. Journal officiel du 5 août 2018, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr - 8 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Pluridisciplinarité

Décret n° 2018-805 du 25 septembre 2018 relatif aux conditions de réalisation de la vaccination antigrippale par un infirmier ou une infirmière.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 26 septembre 2018, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Laboratoires

Arrêté du 27 décembre 2017 relatif à la liste des agents biologiques pathogènes et aux mesures techniques de prévention à mettre en œuvre dans les laboratoires où les travailleurs sont susceptibles d'être exposés à des agents biologiques pathogènes.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 février 2018, texte n° 32 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Vaccination

Arrêté du 22 février 2018 abrogeant l'arrêté du 2 mars 2017 suspendant les annexes I et II de l'arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la santé. Journal officiel du 28 février 2018, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Note d'information n° DGS/SP1/DGOS/PF2/DGCS/MSP/2018/215 du 14 septembre 2018 relative à la vaccination contre la grippe saisonnière des personnels des établissements sanitaires et médico-sociaux.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du ministère chargé de la Santé, n° 2018/10 du 15 novembre 2018, 6 p.

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Note DGT du 5 décembre 2017 relative au cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4.

Ministère chargé du Travail (https://travail-emploi.gouv.fr – 18 p.).

Note DGT du 9 juillet 2018 relative à l'amiante – cadre juridique applicable aux travaux réalisés sur des matériaux de BTP issus de granulats naturels.

Ministère chargé du Travail (https://travail-emploi.gouv.fr - 8 p.).

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Ministère chargé du Territoire, Journal officiel du 8 juillet 2018, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 19 p.).

Arrêté du 8 janvier 2018 relatif aux modalités d'accréditation des organismes d'inspection réalisant le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à bord des navires prévues à l'article 3 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 21 janvier 2018, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 18 juillet 2018 fixant en application du III de l'article 146 de la loi de finances pour 2016 la liste des maladies professionnelles provoquées par l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité.

Ministère chargé des Armées. Journal officiel du 27 juillet 2018, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 19 décembre 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 janvier 2018, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 29 juin 2018 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flochage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 juillet 2018, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2017 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 janvier 2018, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 15 juin 2018 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 15 juin 2018 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêtés du 29 juin 2018 modifiant et inscrivant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 juillet 2018, textes n° 12, 13, 14 et 15 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Étiquetage

Règlement (UE) 2018/669 de la Commission du 16 avril 2018 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 115 du 4 mai 2018, pp. 1-755.

Règlement (UE) 2018/1480 de la commission du 4 octobre 2018 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges et corrigeant le règlement (UE) 2017/776 de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 251 du 5 octobre 2018, pp. 1-12.

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2018/588 de la commission du 18 avril 2018 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne la 1-méthyl-2-pyrrolidone.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 99 du 19 avril 2018, pp. 3-6.

Règlement (UE) 2018/589 de la commission du 18 avril 2018 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le méthanol.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 99 du 19 avril 2018, pp. 7-9.

Rectificatif au règlement (UE) 2018/589 de la Commission du 18 avril 2018 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le méthanol.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 102 du 23 avril 2018, p. 99.

Règlement (UE) 2018/675 de la Commission du 2 mai 2018 modifiant les appendices de l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) en ce qui concerne les substances CMR.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 114 du 4 mai 2018, pp. 4-6.

Règlement (UE) 2018/1513 de la commission du 10 octobre 2018 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne certaines substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) des catégories 1A ou 1B.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 256 du 12 octobre 2018, pp. 1-7.

Règlement (UE) 2018/2005 de la Commission du 17 décembre 2018 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP), le phtalate de dibutyle (DBP), le phtalate de benzyle et de butyle (BBP) et le phtalate de diisobutyle (DIBP).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 322 du 18 décembre 2018, pp. 14-19.

Rectificatif au règlement (CE) n° 552/2009 de la Commission du 22 juin 2009 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 317 du 14 décembre 2018, p. 58.

Fibres céramiques

Arrêté du 30 mai 2018 relatif aux conditions de mesurage à des fins de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres céramiques réfractaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Nanoparticules

Règlement (UE) 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VII, VIII, IX, X, XI, et XII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), aux fins de couvrir les nanofformes des substances.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 308 du 4 décembre 2018, pp. 1-20.

Perturbateurs endocriniens

Règlement (UE) 2018/605 de la commission du 19 avril 2018 modifiant l'annexe II du règlement (CE) n° 1107/2009 en établissant des critères scientifiques pour la détermination des propriétés perturbant le système endocrinien.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 101 du 20 avril 2018, pp. 33-36.

Risques physiques et mécaniques

ATMOSPHÈRES DE TRAVAIL

Ambiances thermiques

Instruction interministérielle n° DGS/VSS/VSS2/DGSCGC/DGT/DGOS/DGCS/SGMAS/2018/236 du 18 octobre 2018 relative à la prévention et la gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2018-2019.

Ministères chargés de la Santé et du Travail (www.circulaires.legifrance.gouv.fr – 63 p.).

PROTECTION INDIVIDUELLE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 113 du 27 mars 2018, pp. 3–40.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 113 du 27 mars 2018, pp. 41–64.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 209 du 15 juin 2018, p.17-36.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 222 du 26 juin 2018, p.30-31.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C 282 du 10 août 2018, pp. 1-2.

RISQUE MÉCANIQUE

Machines / équipements de travail

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 92 du 9 mars 2018, pp. 1-86.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 92 du 9 mars 2018, pp. 87-97.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 209 du 15 juin 2018, pp. 1-11.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 371 du 12 octobre 2018, pp. 1-11.

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 29 septembre 2017 relatif à la certification d'entreprises réalisant des travaux hyperbares.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 janvier 2018, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr - 8 p.).

Arrêté du 16 mars 2018 modifiant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 mars 2018, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Champs électromagnétiques

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité et de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C. 326 du 14 septembre 2018, pp. 114-146.

Equipement sous pression

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 49 du 9 février 2018, pp. 1-21.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/29/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 49 du 9 février 2018, pp. 22-23.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/29/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C. 326 du 14 septembre 2018, pp. 1-3.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C. 326 du 14 septembre 2018, pp. 94-113.

Installations électriques / matériel électrique

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 209 du 15 juin 2018, pp. 37-136.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C. 326 du 14 septembre 2018, pp 4-93.

Rayonnements ionisants

Décret n° 2018-437 du 4 juin 2018 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 25 p.).

Décret n° 2018-438 du 4 juin 2018 relatif à la protection contre les risques dus aux rayonnements ionisants auxquels sont soumis certains travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2018-434 du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 5 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 77 p.).

Instruction n° DGT/ASN/2018/229 du 2 octobre 2018 relative à la prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants.

Ministère chargé du travail et autorité de sûreté nucléaire. (www.circulaires.legifrance.gouv.fr – 40 p.).

Arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 juin 2018 (www.legifrance.gouv.fr – 24 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Permis de conduire

Arrêté du 2 août 2018 modifiant l'arrêté du 17 janvier 2013 relatif à la formation requise pour les titulaires de la catégorie B du permis de conduire en vue de la conduite d'un ensemble composé d'un véhicule tracteur relevant de la catégorie B auquel est attelée une remorque dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 750 kilogrammes, lorsque la somme des PTAC du véhicule tracteur et de la remorque est supérieure à 3 500 kilogrammes sans excéder 4 250 kilogrammes.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 août 2018, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 3 avril 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit «arrêté TMD»).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 avril 2018, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 25 juin 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 juillet 2018, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 11 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 20 décembre 2018, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 22 p.).

Transport routier

Directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 112 du 2 mai 2018 - pp. 29-41.

Décret n° 2018-387 du 24 mai 2018 précisant les conditions d'accès aux informations des traitements de données à caractère personnel relatifs au permis de conduire et à la circulation des véhicules.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 25 mai 2018, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Arrêté du 24 mai 2018 modifiant l'arrêté du 29 juin 1992 portant création du Système national des permis de conduire.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 25 mai 2018, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.).

Décret n° 2018-795 du 17 septembre 2018 relatif à la sécurité routière.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 septembre 2018, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Textes officiels

environnement,
santé publique et sécurité civile

Environnement

TRAVAUX A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX

Décret n° 2018-899 du 22 octobre 2018 relatif à la sécurité des travaux effectués à proximité des ouvrages de transport et de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 octobre 2018, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 26 octobre 2018 portant modification de plusieurs arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux et approbation d'une version modifiée des prescriptions techniques prévues à l'article R. 554-29 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 novembre 2018, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 29 octobre 2018 fixant la liste des certificats, diplômes et titres de qualification professionnelle délivrés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 6 décembre 2018, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 18 décembre 2018 fixant la liste des titres professionnels du ministère du travail permettant la délivrance de l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue par l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 29 décembre 2018, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Sécurité civile

Loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque.

*Parlement. Journal officiel du 29 juin 2018
(www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).*

Décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 décembre 2018, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3,4
Aération _____	8
Agriculture _____	4,5
AIPR _____	17
Amiante _____	9,10
Apprenti _____	5,6
Atmosphère explosible _____	13
Champ électromagnétique _____	13
Chantier forestier _____	5
CHSCT/CSE _____	7,8
CMR _____	9,10,11
Défibrillateur _____	18
Détachement _____	6
Éclairage _____	8
Électricité _____	14
EPI _____	12,13
Équipement de travail _____	6,13
Équipement sous pression _____	14
Fibre céramique _____	11
Handicapé _____	6
Harcèlement _____	8
Hyperbare _____	13
Jeune _____	5
Machine _____	8,13

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Maladie professionnelle _____	3,4,
Marin _____	5,6
Mine _____	6
Nanoparticule _____	12
Norme _____	12,13,14
Organisme agréé / accrédité/habilité _____	7,8
Pénibilité/ Compte personnel de formation _____	5
Permis de conduire _____	15
Perturbateur endocrinien _____	12
Produit chimique _____	9,10,11,12
Rayonnements ionisants _____	14
Réseaux de distribution _____	17
Risque biologique _____	8,9
Risque routier _____	15
Sécurité sociale _____	3,4,7
Service de santé au travail _____	8
Sportif _____	6
Surveillance médicale _____	5,6
Tarification _____	3,4
Transport de matières dangereuses _____	15
Transport routier _____	
Vaccination _____	8,9
Valeur limite _____	11



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies
professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr